

SAR PRINCE TURKI AL-FAISAL

Président du Centre de recherche et d'études islamiques Roi Faisal

Le Président d'Estonie décrit l'Arabie saoudite comme un pays de pétrole et nous sommes un pays de pétrole. Mais je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, que nous ne représentons aucune menace pour l'Europe et que nous sommes aussi un pays en développement. Et un pays en développement qui a encore beaucoup à faire que ce soit en termes de droits de l'homme, de développement politique, de développement social ou de développement économique.

Quand j'étais jeune mon père m'a envoyé faire mes études aux États-Unis, car il croyait que c'était là-bas que j'apprendrais comment faire avec le monde. Beaucoup de mes compatriotes ont également été envoyés à l'étranger, soit aux États-Unis soit en Europe, plutôt aux États-Unis qu'en Europe, pour acquérir leurs compétences et leur savoir-faire, dans la perspective de relever les défis du monde. Parce que, quand j'étais jeune, les États-Unis et l'Europe, étaient le modèle, les exemples pour les pays en développement, pour la recherche de la connaissance et de l'expérience.

Je dois dire, et ces dernières semaines l'ont montré particulièrement, que ces exemples n'ont pas répondu à nos attentes, que ce soit dans les domaines économique, politique ou social. Pour quelqu'un comme moi, qui a grandi à l'Ouest, dans son système de valeurs si vous voulez, ma déception n'a pas cessé de croître en voyant que ce modèle avait fait de l'Occident ce qu'il est aujourd'hui.

Quand on considère les questions de développement économique, politique et social, on voit qu'il y a eu deux poids et deux mesures de par le monde.

Au cours de l'après-guerre mondiale, quand l'occident et l'Union soviétique étaient en compétition, les deux parties manifestaient beaucoup de considération pour les petits pays comme l'Arabie saoudite. Comme le Premier ministre du Kenya l'a dit, les problèmes ou les considérations de gouvernance, la dictature ou d'autres aspects autoritaristes étaient ignorés dans cette compétition pour rechercher le soutien des petits pays.

Mais avec la chute de l'Union soviétique, un nouvel ordre s'est instauré. Depuis ce moment, l'Amérique a adopté une politique interventionniste, une politique unilatéraliste qui est devenu la politique officielle des États-Unis et elle s'est lancée dans une expérience et, si vous voulez, une tentative de façonner le monde à sa propre image, que ce soit en Afghanistan ou en Iraq. Après le 11 Septembre, cette politique unilatérale a été remise en cause et, comme M. de Montbrial l'a mentionné dans son allocution d'ouverture, la théorie de la fin de l'Histoire a maintenant été révisée.

Comme je viens du monde en développement, je suis d'accord avec M. Hoagland sur le fait que nous avons besoin de rechercher de nouvelles voies et de nouveaux moyens pour relever les défis du 21^e siècle. À mon avis, ces défis sont les suivants : la concurrence idéologique pour gagner l'esprit et le cœur des jeunes, en particulier dans le monde arabe et musulman où les interprétations extrémistes de l'islam sont proposées et présentées comme une alternative à la voie modérée ou à la voie que les pays cherchent pour parvenir à se développer.

À mon avis ceci est très lié aux actions et aux politiques des pays développés, en particulier des États-Unis, en ce qui concerne les deux poids, deux mesures dont j'ai déjà parlé. C'est deux poids, deux mesures s'appliquent aux problèmes politiques du Moyen-Orient, qu'il s'agisse de celui de la Palestine et d'Israël, qu'il s'agisse du développement du nucléaire en Iran et de la façon dont, par exemple, l'Amérique agit avec l'Inde, qui est non signataire du traité de non-prolifération, et avec l'Iran, qui est signataire du traité de non-prolifération. Sur cette question, l'Europe et agit de la même façon.

Nous, citoyens d'Arabie saoudite, nous aimerions que l'ensemble de notre région ne vive pas sous la menace de l'armement nucléaire. Mais dans ce contexte, il ne faudrait pas parler seulement de l'Iran. Il faudrait également parler des pays comme la Turquie, l'Arabie saoudite, l'Égypte ou Israël, qui disposent déjà d'armes nucléaires.



Au sujet de l'économie, sujet qui inquiète tout le monde aujourd'hui, l'échec du système économique en Amérique, qui semble aussi se répandre en Europe, fait que nous nous demandons, dans notre région du monde, si les systèmes et les méthodes que nous voulons adopter devraient être fondés sur les modèles économiques européens et américains. Cela n'a pas de sens pour un pays comme l'Arabie saoudite d'adopter, en vue de son développement futur, un système qui est en faillite. Nous avons besoin de nous asseoir ensemble avec les Européens et surtout avec les Américains pour débattre des moyens de répondre à l'échec actuel.

L'énergie est un problème important entre nous, pays en développement, et d'autres pays qui ont, comme le Président d'Estonie l'a dit, cette pétro-dépendance. Nous devons nous asseoir et parler avec les Européens et les Américains, et avec le reste de la communauté internationale, des moyens de résoudre ce problème très important, vital même, auquel est confronté le monde; pas seulement d'un point de vue écologique mais aussi d'un point de vue économique.

Du point de vue de l'Arabie saoudite, le prix élevé du pétrole n'est pas favorable aux pays pauvres. Des pays comme le Kenya doivent payer un prix très élevé pour l'énergie et ils n'ont pas les moyens de le faire. L'Amérique et l'Europe sont beaucoup plus riches et, si je peux me permettre, en réalité de nombreux pays européens gagnent plus d'argent avec notre pétrole que nous ne le faisons, grâce aux taxes qu'ils prélèvent sur l'énergie et le pétrole.

Pour les pays comme les États-Unis ou l'Europe d'une façon générale, ça n'a pas de sens de considérer cela sur le mode nous c'est nous et eux c'est eux, réunissons nous plutôt et examinons cette question à l'échelle mondiale de sorte que si d'autres utilisations ou d'autres ressources d'énergie deviennent disponibles, nous les prenions en compte avec le charbon, le pétrole, le gaz et d'autres sources acceptables pour fournir l'énergie.

Je dirais dans ce contexte, comme l'a dit le Président du Parlement européen, que l'Europe et le monde arabo-musulman doivent également se rapprocher, parce que chacun interagit directement avec chacun. Nous avons vu un engagement d'échange de biens et de services entre l'Europe et le monde arabo-musulman, mais absolument rien sur l'échange de personnes. Et ce qui devrait être abordé, ce sont les problèmes que rencontre l'Europe, et que nous aussi, bien sûr, de l'autre côté de la Méditerranée, nous rencontrons avec les Européens.

Je vais vous donner une statistique, dont je pense que beaucoup d'entre vous n'ont pas entendu parler et ne se rendent pas compte de l'importance, c'est que le niveau des aides ou des objectifs d'aide proposé par les Nations unies, que les pays riches doivent apporter aux pays pauvres, doit correspondre à 0,4% de leur PIB. Au cours des 30 dernières années, l'Arabie saoudite a donné, en termes d'aide, 4% et non 0,4% de son PIB. Des décisions comme celle-ci sont nécessaires et il faut que la communauté mondiale les prenne pour répondre aux besoins des pays pauvres.